



Contre l'extrême-droite, un combat social et écologique, vital pour notre démocratie

L'extrême droite c'est un programme et contrairement aux discours parfois lénifiants de certains de ses représentants, ce sont aussi des actes, des votes, et à travers ceux-ci, c'est un ensemble d'orientations dangereuses mais parfaitement cohérentes qui se dessine.

En réponse, les syndicats signataires appellent tous ceux qui sont attachés au service public, à l'égalité, à la démocratie et à l'écologie, à exprimer – électoralement et par tous modes d'expression pacifique – leur rejet du RN et de ses alliés.

Un combat pour les services publics

L'extrême droite, c'est d'abord une détestation profonde des services publics, ceux qui ont été généralisés à la Libération, qui sont devenus le patrimoine des catégories populaires et moyennes et que quarante années de politique néo-libérale ne sont pas parvenues à mettre à bas. Avec l'extrême-droite au pouvoir, cet édifice-là serait frontalement et globalement menacé.

L'extrême droite au pouvoir, c'est la mise en place de la préférence nationale dans le recrutement des agents en charge de missions de service public. En janvier 2024, le RN a déposé une proposition de loi constitutionnelle visant à interdire l'accès aux binationaux à des emplois dans l'administration, les entreprises publiques et les personnes morales chargées d'une mission de service public. Environ 3,3 millions de Français, considérés comme suspects du simple fait de leurs origines, pourraient demain se voir interdire l'accès à ces emplois.

L'extrême-droite au pouvoir, c'est une baisse des moyens dans les écoles moins favorisées, par la suppression des moyens supplémentaires affectés aux collèges en réseau d'éducation prioritaire (REP), alors que l'école est le ciment de la nation.

L'extrême-droite au pouvoir, c'est la suppression du service public audiovisuel, qui pourrait passer sous contrôle d'intérêts privés et avoir des conséquences sur la ligne éditoriale des chaînes et stations concernées. Qu'on ne s'y trompe pas, sous prétexte de faire des économies, ce recours à la privatisation, ouvert ou insidieux, toucherait demain tous les grands services publics, de l'éducation à la santé, du logement aux transports, avec des conséquences dramatiques pour les plus modestes.

Un combat pour l'égalité et la santé

L'extrême-droite au pouvoir, c'est d'abord une offensive généralisée contre les plus pauvres, les plus précaires, au nom de la lutte contre « l'assistanat ».

L'extrême-droite au pouvoir, c'est un programme santé fondé sur la priorité nationale, où seuls les Françaises et Français auraient accès aux soins, alors que la plupart des personnes étrangères travaillent et cotisent en France, y compris pour la Sécurité sociale. C'est la réduction des effectifs des aides-soignantes à domicile et des auxiliaires de vie pour réaliser des économies. C'est la « préférence nationale » dans le recrutement des personnels médicaux et hospitaliers : alors même que la France manque cruellement de personnel, cela réduirait encore davantage l'accès aux soins d'une partie de la population. C'est la suppression de l'Aide médicale d'Etat (AME), pourtant récemment censurée par le Conseil constitutionnel dans le cadre de l'examen de l'indigne loi « Asile et immigration ».

Un combat pour la transition écologique et les territoires

L'extrême-droite au pouvoir, dans le champ de notre ministère, c'est la réduction de l'obligation, pour certaines communes, de construire 25% de logements sociaux alors que notre pays en manque cruellement et, bien sûr, l'instauration de la « préférence nationale » pour bénéficier d'un logement, des aides et des prestations.

C'est l'abandon de toute politique en matière de rénovation énergétique de l'habitat et des règles liées au diagnostic de performance énergétique (DPE), avec la suppression de l'interdiction de louer des logements énergivores prévue par la loi, au détriment de la justice sociale et écologique.

C'est la prime au tout-voiture, avec la baisse de la TVA sur les carburants (20% à 5,5%) et des péages, au détriment de toute proposition concrète d'investissement dans les infrastructures ferroviaires, les transports en commun et les modes doux.

C'est le détricotage des dispositifs de protection de l'environnement, et notamment le recours massif aux pesticides, le recul des dispositifs limitant la pollution de l'air et de l'eau : le RN a ainsi voté pour la ré-autorisation des néonicotinoïdes et s'est abstenu sur les polluants éternels (PFAS).

L'extrême-droite au pouvoir, c'est un soutien actif à l'agro-industrie et aux logiques économiques qui détruisent le monde agricole, au détriment des professionnels eux-mêmes. Le RN a ainsi voté contre la loi en faveur des prix planchers, et donc contre des prix garantis aux petites exploitations agricoles.

L'extrême-droite au pouvoir, c'est une stratégie énergétique renforçant la dépendance aux énergies fossiles tout en permettant les superprofits des grandes entreprises au détriment du pouvoir d'achat des plus modestes et des finances publiques. Le RN a voté contre la loi de taxation pourtant peu ambitieuse des superprofits et est favorable à l'exploitation des gaz de schiste en France.

L'extrême-droite au pouvoir, c'est une poursuite de la bétonisation des sols mettant en danger la biodiversité mais aussi les êtres humains. Le RN est notamment favorable à la remise en cause de l'objectif ZAN (Zéro artificialisation nette).

Un combat pour une alternative démocratique, sociale et écologique

Contre l'extrême-droite et contre les régressions ou les trop timides avancées de ces dernières années, une alternative démocratique, sociale et écologique s'impose, notamment à travers :

- le développement de l'offre de logement social par la rénovation et par la construction, qui en manque cruellement aujourd'hui, ainsi qu'un programme de rénovation urbaine et immobilière favorisant la revitalisation des villes moyennes et des espaces ruraux ;
- une véritable politique d'aménagement du territoire contre le sentiment de relégation des habitants des territoires dits « périphériques » et contribuant à la réindustrialisation de la France ;
- une sanctuarisation du budget d'aides à la rénovation énergétique des logements, avec un ciblage sur les passoires thermiques et les ménages à bas revenu, comme vient de le proposer le Conseil d'analyse économique ;
- un programme d'investissement ambitieux dans le secteur ferroviaire, axé prioritairement sur la rénovation du réseau (environ 100 milliards €), y compris la desserte fine du territoire ;
- une réponse équitable et démocratiquement définie pour agir face aux urgences climatiques ;
- une stratégie écologique cohérente pour atteindre les objectifs des accords de Paris, stratégie s'appuyant à la fois sur la sobriété et sur le développement des énergies renouvelables ;
- une confirmation de l'objectif de préservation des sols naturels et agricoles (division par deux du rythme de consommation foncière à 2030 et zéro net en 2050) ;
- la promotion des solidarités au moyen des « communs » : l'eau, l'énergie et l'alimentation ;
- la préservation de la biosphère pour préserver l'avenir des générations actuelles et futures, en garantissant le droit à un environnement sain pour toutes et tous.